

Eva Joly : "Notre crise n'est pas que financière, mais aussi écologique et sociale"



| 17.08.11 | 13h06 • Mis à jour le

17.08.11 | 14h16

Eva Joly fait sa rentrée politique, jeudi 18 août, aux journées d'été d'Europe Ecologie-Les Verts à Clermont-Ferrand. La candidate investie lors de la primaire des écologistes réunira son équipe pour un séminaire de campagne. Dopée par le score obtenu (58,2 %) face à Nicolas Hulot lors de la primaire, M^{me} Joly veut faire entendre sa voix sur la crise. Et développer son nouveau slogan du "changement juste".

Que pensez-vous des mesures d'austérité annoncées par Nicolas Sarkozy pour faire face à la crise économique ?

Lorsque j'entends Nicolas Sarkozy dire : *"Je suis l'homme qui va vous sortir de la crise"*, cela me met en colère. Il est l'un des acteurs dont l'inaction et les décisions prises depuis son arrivée au pouvoir nous ont enfoncés dans la crise. Il est l'homme du bouclier fiscal et du chèque de 30 millions d'euros donné à Liliane Bettencourt. Il est aussi celui qui a instauré de nouvelles niches fiscales, l'exonération des heures supplémentaires ou encore la réduction de la TVA dans la restauration. Il a augmenté les mesures d'exonération juteuses bénéficiant aux multinationales, qui ont représenté 172 milliards d'euros en 2009. Encore récemment, il a aggravé le déficit de 2 milliards en accordant de nouveaux allègements sur l'ISF. Autant de décisions qui ont ainsi privé l'Etat de ressources essentielles et nous empêchent de sortir de la crise ! Avec Angela Merkel, ils ont proposé, mardi 16 août, un plan d'austérité généralisée à l'échelle européenne, alors que c'est d'une véritable solidarité en mutualisant les dettes dont on a besoin.

Etes-vous opposée à un plan d'austérité visant à réduire les déficits publics ?

Vouloir ne pas laisser filer les déficits est une intention louable. Mais un plan d'austérité pour tendre, coûte que coûte, et dans l'immédiat, vers un déficit de moins de 3 %, dans ce contexte de crise économique et écologique à fiscalité constante, est une erreur. Nicolas Sarkozy voudrait que l'austérité soit supportée par les plus vulnérables et n'a pas le courage de dire que la solution, pour un budget à l'équilibre, c'est l'augmentation des impôts et une réforme fiscale.

Vous êtes donc contre le vote qui doit inscrire la "règle d'or" dans la Constitution.

Bien sûr ! C'est absurde et injuste de fixer à l'horizon 2013 l'échéance pour parvenir à cet effort. On ne peut pas gouverner s'il n'y a pas de marge de manoeuvre.

Comment feriez-vous pour tenir ces deux caps ?

Je commencerais par sanctuariser le service public en arrêtant cette règle stupide du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux. Je supprimerais les niches, qui sont des privilèges pour augmenter la base fiscale, et lancerais une véritable lutte contre les paradis fiscaux et la fraude fiscale, qui représentent environ 40 milliards d'euros par an.

Moi, je dis clairement que j'augmenterais les impôts. Mais cette hausse ne concernerait que, de façon progressive, les 15 % des plus aisés d'entre nous et, plus énergiquement, 5 % des plus riches. Je préconise aussi une augmentation des impôts sur les revenus du capital comme sur les transactions financières. De plus, les établissements financiers qui sont à l'origine de la crise de 2008 devront contribuer : toute distribution de dividendes et de bonus sera fortement taxée. Je voudrais également proposer à l'Union européenne de procéder à un audit indépendant de l'endettement public des Etats membres. Cela permettrait de mettre en évidence qui paye des impôts et quels sont les montants alloués à des industries

qui ont délocalisé.

Mais peut-on continuer à tenir un discours de reconversion écologique de l'économie dans un tel contexte de crise ?

Oui, parce que la crise n'explique qu'un quart de notre dette. C'est donc l'insuffisance de recettes, et ce depuis très longtemps, qui a constitué notre endettement. Si nous revenions au niveau d'imposition de 2000, avant la décision de Laurent Fabius de réduire les impôts, comme le voulait le dogme néolibéral, notre déficit serait tout à fait supportable.

Nous sommes à la fin d'un système et il est urgent d'enclencher cette reconversion. Environ 50 milliards sont nécessaires annuellement. Nous y parviendrons par des arbitrages budgétaires différents, avec, par un exemple, la suppression des niches anti-écologistes ou des crédits qui servent à maintenir l'armement nucléaire. Chacun comprend que l'État ne va pas financer la rénovation thermique des villas de Neuilly-sur-Seine. Je veux créer un livret d'épargne verte pour flécher l'épargne des Français vers le financement de la reconversion écologique plutôt que de laisser les banques libres de spéculer avec ces fonds.

Votre exigence est-elle compatible avec ce que préconisent les socialistes, très soucieux de rigueur budgétaire ?

Si nous voulons envisager un pacte de gouvernement en 2012, il faut que nous soyons d'accord sur la façon d'obtenir des marges de manoeuvre. Sans elles, on ne peut rien entreprendre. Ma ligne de conduite est que l'imposition des revenus du capital doit être égale à celle des revenus du travail. En commençant par les niches fiscales. C'est une règle fondamentale sur laquelle je pense parvenir à un accord avec le ou la candidate des socialistes.

Continuez-vous à vouloir apparaître comme la candidate anticorruption ? Depuis plus de dix ans, je n'ai cessé de dénoncer la financiarisation de l'économie et les paradis fiscaux. Le moment est venu de dire aux citoyens que le système n'est pas nécessairement ainsi et que le politique doit reprendre le pouvoir. Qu'il faut revenir à quelque chose de plus raisonnable où nous arrêtons de prendre des risques illimités, que cela soit dans le système financier comme dans le nucléaire. Il est temps de faire le choix de l'écologie politique.

Quel est votre mot d'ordre en cette rentrée ? C'est le changement juste. Notre crise n'est pas que financière mais aussi écologique et sociale, comme le montre la famine dans la Corne de l'Afrique ou les manifestations en Israël. Il faut donc agir sur ces trois volets. Il est essentiel d'insister dans cette campagne sur la justice, la dignité et la reconnaissance de l'autre pour contrer les discours sécuritaires, de repli et de haine.

Faites-vous allusion aux attaques du FN et de l'UMP contre votre double nationalité ?

J'ai trouvé ces propos xénophobes. Quand j'entends François Fillon contester mon aptitude à être française, je me dis qu'il est un ventriloque de Marine Le Pen. Ces attaques ont l'avantage de mettre en évidence combien la conception de la nationalité de l'UMP ou du FN est en décalage avec la composition et la réalité de notre société. Défendre l'idée d'une société ouverte et solidaire, ce sera l'un des axes de ma campagne.

Nicolas Hulot vient d'annoncer qu'il ne se rendra pas aux journées d'été d'Europe Ecologie. Cela peut-il vous affaiblir ? Il faut respecter sa décision. Je note qu'il déclare vouloir prendre "*une distance bienveillante*" à l'égard du parti. Nicolas peut venir quand il sentira que c'est le moment. J'espère bien que la richesse de ses idées et de son talent pourra enrichir la campagne. Je suis confiante.

Propos recueillis par Sylvia Zappi

Article paru dans l'édition du 18.08.11

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-nous ? | Charte groupe | Index | Aide et contact |

Journal d'information en ligne, Le Monde.fr offre à ses visiteurs un panorama complet de l'**actualité**. Découvrez chaque jour toute l'**info** en direct (de la politique à l'économie en passant par le sport et la météo) sur Le Monde.fr, le site de news leader de la presse française en ligne.
